

ETAT DES LIEUX DE LA SITUATION HYDRIQUE EN ALGERIE

Mohamed Sofiane CHAOUI, Nora VAN CAUWENBERGH, Azzedine BENTERKI

UNESCO-ihe, Delft, Pays-Bas
Université Constantine 2, Algérie
chaou1@unesco-ihe.org chaouims@gmail.com
UNESCO-ihe, Delft, Pays-Bas n.vanCauwenbergh@unesco-ihe.org
Université Constantine 2, Algérie a2zbenterki@yahoo.fr

Résumé :

A l'instar des autres pays de la région, et vu sa position dans un climat aride et semi-aride, l'Algérie a souffert et souffrira d'éventuelle rareté de l'indispensable ressource à la vie sur terre. C'est pourquoi les autorités ont optées à travers les différents plans (triennaux et quinquennaux), divers programmes d'investissements dans le secteur de l'eau atteignant les 22,5 Milliards \$ jusqu'au 2008 et une estimation de 35,71 Milliards \$ en 2025. Néanmoins reste à évaluer l'efficacité de ces sommes colossales et en mesurer le retour sur investissement, une valeur qui s'exprime sous forme de bien-être de la population ainsi que l'impact de la ressource sur le développement socio-économique en termes de contribution.

Des objectifs d'une très grande ambition fixés lors de l'élaboration des programme d'économie d'eau et de modernisation. Cependant ces démarches sont mise en œuvre par l'allocation de sommes très importantes, ce qui nécessitera l'évaluation de leurs efficacité et l'appréciation de leurs impact sur la sphère socio-économique et/ou sociétale. Aussi ces sommes ne seront pas utiles tant que la gouvernance n'est pas assurée par une démarche stratégique en vue de garantir leur réalisation et pouvoir atteindre les objectifs ciblés.

Ce papier contiendra un aperçu historique de ce qui a été réalisé depuis l'indépendance avec une présentation détaillée des indicateurs hydriques considérés comme variables déterminantes pour évaluer l'efficacité des grands chantiers de mobilisation, valorisation et conservation de la ressource en eau.

Malgré les projets programmés et réalisés depuis l'indépendance pour accompagner l'orientation du pays vers l'agriculture et l'industrialisation, deux secteurs très consommateurs de la ressource en eau, on estime que la politique hydrique ne répondait pas réellement aux exigences d'appui.

Ceci est démontré par une évolution descendante du ratio correspondant au taux d'accès à l'eau par habitant et par an. On en déduit que la politique était orientée prioritairement aux deux secteurs économiques. le bien-être de la population qui n'étant pas l'un des objectifs majeurs de la politique en ce moment-là.

Une approche d'analyse sera illustrée pour mettre en question la croissance de la demande par rapport l'offre de la ressource en eau afin de bien définir la situation actuelle et faire des projections futures sur les différents scénarios auquel le pays sera confronté d'ici 2025.

Mot Clés : Gouvernance des ressources en eau, l'offre et la demande, politique hydrique, l'investissement dans le secteur hydrique.